

Football canadien—Loi

Il ne s'agit pas là d'un bill positif, d'un bill qui aide le football canadien. Il n'apporte rien du tout au football canadien. C'est une mesure qui dit ceci: si vous jouez dans une ligue étrangère, vous irez en prison pour deux ans. Le football est un sport national important, comme je l'ai toujours dit, mais nous devons nous rappeler qu'il n'est pratiqué activement comme sport professionnel qu'à l'ouest de l'île de Montréal. Comme je l'ai dit, c'est un sport unifiant mais est-il important au point que le gouvernement du Canada doive le réglementer sans établir de règles qui s'appliquent à tous les autres sports professionnels?

Devons-nous examiner cette question dès maintenant, quand une crise économique nous menace, ou faut-il attendre un moment plus propice? Est-il vraiment nécessaire de bouter les Northmen hors du Canada parce qu'autrement, notre pauvre vieux pays et le sport national au Canada s'effondreront? A mon avis, la raison d'être du bill ne résiste pas à un examen approfondi.

● (2130)

Le marché torontois est très capable de soutenir deux équipes de football professionnel. Après tout, il compte au moins 4 millions d'habitants et déjà beaucoup d'événements sportifs ainsi que d'autres activités culturelles s'y déroulent en même temps; l'arrivée des Northmen de Toronto, qui joueraient dans une ligue étrangère, ne nuirait pas du tout au marché, pas plus qu'une nouvelle équipe de soccer, de crosse, de hockey ou de basketball professionnel, ou même d'autres étoiles du tennis. Cela n'aurait vraiment aucune conséquence parce que ce marché est beaucoup trop important pour être saturé par la Ligue canadienne de football à l'heure actuelle ou dans un avenir prévisible.

Le bill ne fera rien pour l'unité canadienne, mais il privera les Torontois et les Ontariens du droit de voir ce qu'ils veulent, quand ils le veulent et au prix qu'ils veulent payer.

Dans sa présentation du bill, le ministre s'est perdu dans des considérations sur le CP et le rêve national, la Société Radio-Canada et la responsabilité des conservateurs qui lui ont donné naissance et il a parlé de l'unité et de l'identité nationales. Il n'a rien dit d'une peine d'emprisonnement de deux ans quand il a parlé d'unité nationale au sujet de ces organismes.

De quoi s'agit-il? D'une équipe de football. Nous parlons de l'équipe d'une ville, en compétition dans une ligue internationale. Ce n'est peut-être rien de plus qu'une ligue continentale, mais c'est d'une ligue dont il est question. C'est passer les bornes que de faire le rapprochement avec d'autres entreprises comme un pipe-line, une voie maritime, un chemin de fer, un réseau radiophonique ou l'unité du pays. Je répète que cela frise le ridicule.

Cet accord que M. Bassett a conclu avec la LMF lui donne le droit d'exploiter au Canada une équipe de la Ligue mondiale de football. Il a donné au ministre l'assurance qu'il n'y aurait qu'une seule équipe de la LMF au Canada. Ce que le ministre laisse entendre, c'est que la ville de Toronto ne peut soutenir une équipe de football jouant au niveau international et que si une équipe joue à Toronto, les recettes aux guichets de la LCF diminueront à un tel point qu'elle se désagrègera et que la coupe Grey servira de cendrier. Voilà ce qu'il laisse entendre. N'est-ce

[M. Blenkarn.]

pas ridicule, lorsqu'on pense à Radio-Canada, au CP, à la Trans-Canada Pipeline, à la Voie maritime et à toutes ces réalisations que les Canadiens ont accomplies au milieu de périodes favorables et adverses, en temps de dépression et de guerre? Le ministre prétend que la LCF se désagrègera si nous avons, à Toronto, une équipe membre d'une ligue internationale. Il en conclut que le pays tout entier va s'écrouler et que l'unité nationale sera à tout jamais détruite.

Et cette ligue internationale? Quand on parle de baseball professionnel dans notre pays, on acclame les Expos de Montréal parce qu'ils jouent du baseball majeur, et dans les ligues majeures. Les Canadiens qui aiment le baseball majeur aiment voir les Expos de Montréal jouer en d'autres villes, partout aux États-Unis. Nous avons une équipe de baseball dans la compétition internationale, alors quel mal y aurait-il à avoir une équipe de football dans la compétition internationale, et je ne parle que d'une équipe au Canada? Le ministre dit que cela va détruire le pays, que cela va détruire Regina, effacer Winnipeg de la carte et faire fondre le désastre sur Edmonton, Calgary et Vancouver. C'est absurde! Est-ce que des Canadiens ne peuvent pas franchir leurs frontières pour aller gagner à New York, à Atlanta et dans d'autres villes américaines, et peut-être perdre aussi parfois? Quel mal y a-t-il à voir les Canadiens jouer en compétition internationale? L'honorable député de High Park-Humber Valley (M. Jelinek) a déjà abordé cette question.

C'est la première fois que le gouvernement dit: Tu ne feras pas partie d'une ligue au Canada qui concurrence internationalement une ligue dans un autre pays. C'est ce qu'est le bill, une mesure d'interdiction.

Les députés d'en face disent que nous devrions nous taire, ne pas parler trop souvent et permettre le vote pour que le bill soit adopté rapidement. Ils ne veulent pas en parler, car ils savent, au fond, que ce n'est pas un bon bill et qu'il ne devrait pas être adopté.

M. Alexander: Montrez-moi un libéral qui a du cœur. Je n'en connais pas un.

M. Blenkarn: L'article 6 est la partie du projet de loi qui tracas le plus. Si ce projet de loi était conçu pour encourager les Canadiens en suggérant qu'une équipe de football professionnel doit compter un certain nombre de Canadiens et pas plus qu'un certain nombre d'étrangers, qu'il s'agisse d'entraîneurs ou de joueurs, je ne serais pas si démonté. Il stipule qu'un Canadien qui joue, au Canada, pour une équipe de football faisant partie d'une ligue étrangère sera passible de deux ans de prison. C'est la partie injuste du bill. Si le bill, après son merveilleux préambule, proposait une méthode pour encourager les jeunes Canadiens à jouer au football et leur en fournir plus d'occasions, ce serait fort bien.

S'il disait que la Ligue canadienne de football doit avoir des équipes à London, à Halifax, à Québec et à Charlotte-town, ce serait également bien, mais il n'en est rien. Il confirme le fait que la Ligue canadienne de football a le droit de continuer à avoir au moins 15 joueurs américains, pourvu que ce ne soit pas plus de 40 p. 100 des joueurs autorisés, mais il ne parle pas de fournir plus d'occasions aux jeunes athlètes et il ne fait rien pour encourager le sport amateur au Canada. C'est un bill d'interdiction, et le gouvernement en a l'habitude.